

Crise sanitaire, crise économique, crise écologique, crise démocratique...

MANIFESTATION LE 5 DÉCEMBRE 2020

14 h 30 - Boulevard du Général Leclerc (face à Monoprix)

En finir avec la politique du gouvernement !

Le gouvernement n'annonce aucun changement de politique sociale, écologique, démocratique ou sanitaire. Il préfère muscler son appareil de répression pour faire face aux contestations.

Pendant ce temps :

Le chômage et la pauvreté explosent. Les femmes et les jeunes en sont les premières victimes.

Le gouvernement nous annonce un taux de chômage de 9 %, soit 3 600 000 personnes. Il choisit délibérément de masquer l'ampleur du problème : lorsqu'on totalise l'ensemble des catégories A à D et les personnes qui perçoivent le RSA, c'est un total de 7 400 000 personnes placées en situation de non emploi, d'emploi temporaire, d'emploi à temps partiel imposé.

Contrairement à ce qui nous est dit sur les chômeurs « gagnant plus en indemnisation que leur précédent salaire », rappelons que seuls 20 % d'entre eux sont indemnisés pour un montant moyen de 870 euros mensuels, largement en-dessous du SMIC et du seuil de pauvreté (1160€).

Une volonté assumée de précariser l'emploi pour baisser son coût

Durant les 40 dernières années, l'indemnisation n'a cessé de baisser mais le nombre de chômeurs et précaires, lui, a plus que triplé. Le chômage de masse prospère et le patronat l'utilise fort bien comme outil de pression permanente sur les salariés : dégradation des conditions de travail, blocage ou diminution des salaires, augmentation du temps de travail et autres régressions sociales.

Les réformes successives de l'assurance-chômage ont toutes été soutenues par un discours d'économies budgétaires et de baisse du « coût du travail » censées encourager les créations d'emploi. On en voit le résultat.

Sortie de la logique actuelle et exiger des changements de fond

Il faut sortir de cette logique consistant à couper les vivres aux chômeurs pour les inciter à rechercher et à accepter n'importe quel emploi, de cette logique qui entretient un chômage massif pour mieux exploiter les salariés.

En exigeant tout d'abord l'abrogation de la dernière réforme de l'assurance chômage et des décrets/sanctions. Une réforme qui prive de revenus 700 000 personnes et diminue le revenu de 850 000 autres. Cette réforme permet à l'UNEDIC de les priver de 6 milliards d'euros.

Dans l'urgence, exigeons également une augmentation massive des minima sociaux pour lutter contre la pauvreté.

En exigeant l'arrêt des licenciements par des entreprises ayant reçu des milliards d'argent public : Carrefour, Danone, Renault, Air France, et bien d'autres, qui profitent de la crise sanitaire.

En exigeant ensuite un revenu de remplacement pour tous qu'il est possible de financer : par l'augmentation des salaires, par la mise en place de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, par le rétablissement et l'augmentation des cotisations sociales. Un seul point d'augmentation de la cotisation « employeurs » à 5,05 au lieu de 4,05, rapporterait 9 milliards aux caisses de l'Unédic (assurance chômage).

En exigeant la diminution du temps de travail à 32 heures. Travaillons moins et travaillons tous. Ces embauches apporteront elles aussi des ressources à la sécurité sociale et à l'Unédic.

Exigeons la régularisation de tous les sans papiers et l'égalité des droits, pour que les employeurs ne puissent plus disposer d'une main d'œuvre corvéable à souhait, sans droits et sous payée. Pour que tous puissent subvenir à leurs besoins et ainsi accéder à un logement digne et pérenne !

Enfin, exigeons des créations d'emplois, des emplois stables, rémunérés, dans des secteurs socialement utiles.

Des emplois répondant à de véritables besoins, il n'en manque pas !

La solution à cette crise passe par des activités relocalisées, qu'elles soient industrielles ou agricoles, répondant aux besoins, favorisant les circuits courts, maîtrisant les matières premières.

Elle passe par un réinvestissement dans les services publics sur l'ensemble du territoire, dans la santé (100 000 emplois doivent être créés dans l'hôpital public, 200 000 dans les EHPAD), dans l'éducation, dans l'énergie, l'eau.

Elle passe par le développement des transports en commun publics pour que les citoyens aient

La crise sanitaire a révélé par de multiples exemples la catastrophe économique, sociale et écologique du profit à court terme :

- l'importation de 80 % des médicaments a eu pour conséquences 1200 ruptures d'approvisionnement en 2019/2020.

- les diminutions constantes de places et de personnel des hôpitaux et des services de santé ont eu pour résultats de saturer les services, d'épuiser le personnel, de mettre en danger les patients.

une autre option que le véhicule automobile, par le développement du fret ferroviaire 20 fois moins polluant que le transport routier.

Elle passe par la construction de logements économes en énergie et la rénovation thermique des logements existants.

Quelques exemples d'une politique qui doit être menée dans l'intérêt des citoyens, des salariés, des chômeurs, mais qui sont absents de ce plan de relance.

Nous assistons à la poursuite et à l'aggravation d'une politique que nous connaissons déjà : des milliards qui vont s'ajouter à ceux que les entreprises ont déjà perçus en allègements de cotisations, CICE, crédit impôt recherche, suppression d'impôt de production.

Depuis 3 ans, l'unique réponse du gouvernement et de sa majorité est de multiplier les lois liberticides pour tenter d'étouffer toute contestation : intégration de l'état d'urgence dans le droit commun, loi d'urgence sanitaire amputant le code du travail, et, dernier exemple, projet de loi de sécurité globale.

Les actes militants sont criminalisés lors des mobilisations sociales, écologiques et de solidarité avec les réfugiés.

Ils nous rejouent le monde d'avant, en pire. Nous, nous voulons le jour d'après



Premiers signataires de l'appel :

Alternatiba Caen, Collectif Droits Des Femmes 14, CGT 14, Extinction Rébellion Caen, FSU 14, Mouvement citoyen sans étiquette, NPA calvados, Solidaires 14, Unis pour le Climat, AG de luttes contre les expulsions - Caen